

<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=954642&k=21>

**L'EXPRESS**.fr

## Côte d'Ivoire: bataille pour les leviers financiers

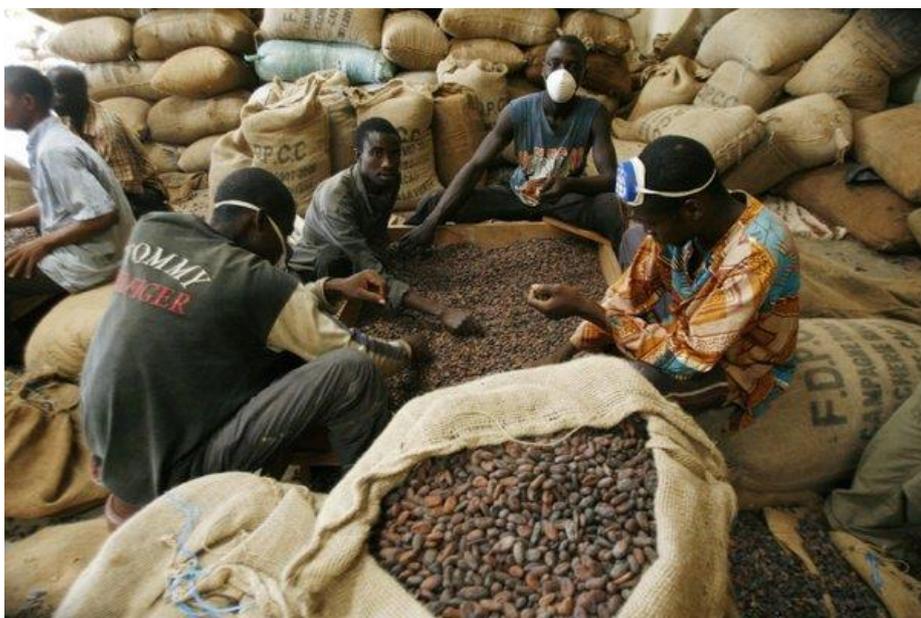
Par Vincent Hugeux, publié le 21/01/2011

**Le président élu Alassane Ouattara tente de s'emparer de la clef des coffres de Côte d'Ivoire que contrôle encore le clan Gbagbo. Une tâche de longue haleine.**

Cacao, café, pétrole, ports, banques, douanes, taxes: qui contrôle les avoirs de la Côte d'Ivoire et ses flux financiers dispose d'un atout décisif.

Guerre des nerfs pour le nerf de la guerre. L'issue du bras de fer entre le putschiste électoral [Laurent Gbagbo](#) et

le reclus de l'hôtel du Golf, [Alassane Ouattara](#), alias ADO, dépend aussi de Sa Majesté l'argent. Cacao, café, pétrole, ports, banques, douanes, taxes: qui contrôle les avoirs de la Côte d'Ivoire et ses flux financiers dispose d'un atout décisif.



### Monnaie : le banco de Gbagbo



Ce billet de banque a fière allure, mais il ne vaut rien. Orné d'un éléphant, le spécimen de 100 Mir - pour "Monnaie ivoirienne de la résistance" - a circulé les 7 et 8 janvier à Bamako (Mali), dans les coulisses d'un sommet des ministres des Finances de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Pour l'heure, la coupure virtuelle

s'apparente à un instrument de propagande. Jaloux d'une souveraineté menacée, à l'en croire, par un complot planétaire, le clan Gbagbo manifeste ainsi sa volonté de s'affranchir du franc CFA, vestige de l'asservissement colonial. Mais il soumet aussi ses voisins à un chantage subliminal : si vous nous lâchez, gare au chaos monétaire et commercial.

Reste que la menace sonne creux. Le Trésor français garantit la parité fixe euro-CFA et héberge une partie des réserves en devises de l'Etat ivoirien. Pas facile de solder le passif du passé : sur le flanc du fameux billet, on lit en toutes lettres : "Cent francs ivoirien"... Quoi de plus français que le franc ?

Vainqueur dans les urnes, Ouattara a opté d'emblée pour la stratégie du boa. Il s'agit d'asphyxier le clan du sortant, de grignoter le pactole amassé en toute opacité une décennie durant et de tarir ses sources de revenu. Peu avant Noël, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a retiré à l'équipe Gbagbo l'[accès au compte ivoirien](#) pour le confier à son rival. Gênant, mais pas fatal: le 14 janvier, ADO dénonçait l'inertie de l'institution, que dirige un ami d'enfance de l'ex-chef d'Etat, et les "retraits quotidiens" effectués au profit de ce dernier. De fait, l'élu sans palais détient la signature, mais ni le chéquier, ni la clef du coffre. En clair, les leviers du pouvoir lui échappent.

Il y a pire: même affaibli, le squatter présidentiel parvient encore à garnir ses caisses. Or, tant que le pouvoir de facto règle la solde des militaires et le traitement des fonctionnaires jugés loyaux, il achète leur allégeance et entretient l'illusion de sa suprématie. Pour ce faire, Gbagbo a besoin chaque mois de près de 100 milliards de francs CFA, soit 150 millions d'euros. A cette aune, il peut, selon les experts, tenir deux ou trois mois. "Au-delà des échéances de mars, prédit l'un d'eux, ça deviendra acrobatique pour lui. Sous réserve du strict respect de la quarantaine qui le vise." Tout est là: le fondateur du Front populaire ivoirien (FPI) mise sur le temps - cet "autre nom de Dieu", aime-t-il à dire - pour qu'enfle le doute et que se fissure le front du refus afro-onusien.



Laurent Gbagbo (à dr.) et Marcel Gossio, directeur du port autonome d'Abidjan (à g.), en mai 2008. Les activités portuaires ont amplement alimenté le "trésor de guerre" du président sortant.

© AFP PHOTO/ ISSOUF SANOGO

Socialiste repent, Laurent Gbagbo agit en libéral sauvage, quitte à tailler à la hache dans les dépenses. Les investissements ? Gelés. Les dettes du pays ? Aux oubliettes. La Côte d'Ivoire a ainsi zappé voilà peu le

remboursement des intérêts d'un emprunt à long terme souscrit auprès d'un consortium de créanciers. Mais ce régime sec vaut aussi pour les fournisseurs de l'Etat, priés d'attendre des jours meilleurs, au risque de la faillite. Côté recettes, le "Gbagboland" a entrepris de brader son patrimoine immobilier à l'étranger, mobilise les régies financières, réquisitionne la trésorerie des sociétés d'Etat - électricité, pétrole, raffinage - et recourt au racket fiscal. Ivoiriens ou pas, les opérateurs économiques se voient sommés d'acquitter leurs impôts en cash ou de les virer sur tel compte ouvert dans un établissement bancaire aux ordres. Aux plus zélés, négociants d'origine libanaise en tête, on octroie le cas échéant une ristourne.

Pas facile de braver les oukases du clan Gbagbo

Bouygues, Bolloré, Total ou les brasseries Castel hésitent à "lâcher" un régime qui, au-delà de sa logomachie francophobe, les aura amplement choyés

A l'inverse, les réfractaires s'exposent à des amendes colossales pour "incivisme", sinon à des rappels à l'ordre musclés. Pris entre le marteau et l'enclume, la plupart s'exécutent. A

commencer par les patrons de PME, plus vulnérables. "On peut les comprendre, concède un diplomate. Ils ont davantage à craindre d'un Gbagbo aux abois que d'un Ouattara qui, le moment venu, saura passer l'éponge." Enjoins de surseoir à tout versement par les autorités hexagonales, les géants français renâclent. Il faut dire que Bouygues, Bolloré, Total ou les brasseries Castel hésitent à "lâcher" un régime qui, au-delà de sa logomachie francophobe, les aura amplement choyés. Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, Jean-Louis Billon sait ce qu'il en coûte de braver les oukases en vigueur. Coupable d'avoir invité ses mandants à différer le règlement de l'échéance fiscale du 15 décembre dernier, le président du groupe agro-industriel privé Sifca doit aux conseils de quelques amis hauts placés et au concours logistique de la France d'avoir échappé à la vindicte des faucons d'Abidjan. Exfiltré nuitamment, il orchestre désormais ses affaires à distance.

### Le jackpot des activités portuaires

La capacité de résistance du pouvoir de fait tient à l'emprise qu'il exerce encore sur les secteurs clefs de l'ex-locomotive ouest-africaine. D'autant que la tribu Gbagbo a pris soin de perfectionner au fil des ans les mécanismes de ces "pompes à fric". Tel est le cas du cacao, dont le pays des Eléphants demeure le premier exportateur mondial, et du café, denrées qui procurent à elles seules 20 % du produit intérieur brut. La mise en liberté récente de 22 dirigeants de la filière cacaoyère, détenus depuis 2008 pour détournements de fonds et escroquerie, n'a évidemment rien de fortuit. Les activités portuaires? Un jackpot inégalé. Directeur général du Port autonome d'Abidjan, Marcel Gossio est l'un des bienfaiteurs du FPI et des milices "patriotiques"; quant à son homologue de San Pedro, Désiré Dallo, il vient d'hériter du portefeuille de l'Economie et des Finances au sein du gouvernement du camarade Laurent. Reste que les pays enclavés de l'arrière-pays ivoirien (Burkina Faso, Mali, Niger), rudement affectés, tendent à se tourner vers les quais de Lomé (Togo), Dakar (Sénégal) ou Tema (Ghana). Le magot pétrolier semble d'un maniement plus délicat. Abidjan aurait prévenu l'été dernier à des traders russes et suisses l'essentiel de la production d'or noir des exercices 2011 et 2012. De plus, un éventuel embargo maritime entraverait à coup sûr toute livraison clandestine.

### Tensions sociales à l'horizon

Le trésor de guerre de Laurent Gbagbo lui permet de jouer la montre, mais ne garantit nullement la prolongation de son bail. "Il peut se prendre pour le maire d'Abidjan, mais certes pas diriger un pays", souligne un grand patron ivoirien. Reconduit dans ses fonctions par Alassane Ouattara, son ancien ministre de l'Economie Charles Koffi Diby connaît de l'intérieur les rouages de la machinerie, donc ses failles. Discrètement acheminé à Paris via Bouaké (centre), cet économiste y aurait reçu les nouveaux codes requis pour accéder aux réserves du Trésor ivoirien, en partie logées à la Banque de France. Au fil des semaines, la marge de manœuvre du clan Gbagbo risque de s'amenuiser. Sans doute devra-t-il faire face à des tensions sociales aiguës. "Le prix du riz ou du gaz flambe, constate un enseignant du quartier indocile d'Abobo. Or, le troufion de base ou l'instit, payé chichement, voit sa femme rentrer du marché avec un cabas chaque jour plus léger." Si l'argent n'a pas d'odeur, la misère a la couleur de la colère.